

Petit traité de macroéconomie à l'usage des gilets jaunes

La revendication de soutien du pouvoir d'achat par la baisse des impôts sur les ménages ou par l'augmentation des salaires bénéficie d'un fort soutien populaire en France. Mais, malheureusement, il faut revenir aux réalités et comprendre que quelques mécanismes macroéconomiques simples s'imposent.

Tout d'abord, il faut remarquer qu'en France depuis 20 ans, les salaires réels ont augmenté légèrement plus vite que la productivité. Il n'y a donc pas de déformation anormale du partage des revenus au détriment des salaires (comme aux Etats-Unis, en Allemagne, au Japon) qu'il faille corriger. Augmenter les salaires plus vite que la productivité conduirait, comme on l'a toujours vu dans le passé (et depuis 30 ans, il y a l'exemple de l'Italie) au recul de la compétitivité (donc des exportations) et de la profitabilité (donc de l'investissement).

Il faut ensuite accepter que baisser la pression fiscale sur les ménages, dans un pays qui va avoir 3 points de PIB de déficit public en 2019, imposerait de baisser les dépenses publiques (on ne peut pas distribuer durablement du pouvoir d'achat aux ménages par l'endettement).

Quand on compare la France et les autres pays de la zone euro, on voit que l'écart essentiel dans la taille des dépenses publiques concerne les dépenses de retraite : faut-il baisser les retraites pour réduire la pression fiscale ?

Le troisième point qui mérite l'attention est que la France se désindustrialise en raison d'un coût du travail élevé compte tenu du niveau de gamme de l'industrie. La France et l'Espagne ont des niveaux de gamme voisins, tandis que le coût salarial unitaire est plus élevé de 25% en France. Accroître les salaires accélérerait la désindustrialisation, et le remplacement des emplois qualifiés et assez bien payés de l'industrie par des emplois peu qualifiés et aux salaires faibles dans les services à la personne.

Enfin il faut rappeler que la sensibilité de l'emploi peu qualifié au coût du travail peu qualifié est forte : une hausse de 1% du coût du travail peu qualifié réduit l'emploi peu qualifié de 1% environ. Certes, il est difficile de vivre avec le salaire minimum, mais augmenter le salaire minimum, en laissant cette augmentation à la charge des entreprises, conduirait à une hausse forte du taux de chômage des peu qualifiés, déjà très élevé (16%).

Même si c'est pénible, il faut respecter un minimum de règles macroéconomiques : les salaires ne peuvent pas augmenter durablement plus vite que la productivité, la baisse des impôts nécessite celle des dépenses publiques, le poids de l'industrie dépend de la compétitivité-coût et du niveau de gamme, l'emploi peu qualifié dépend fortement de son coût.

On ne peut pas accepter un modèle « d'insiders » où, avec des hausses de salaires et des baisses d'impôts ne respectant pas ces règles, ceux qui garderaient leur emplois (les insiders) auraient effectivement un niveau de vie plus élevé, tandis que l'industrie détruirait davantage d'emplois et que le taux de chômage des peu qualifiés augmenterait.

Il n'est jamais populaire de plaider l'effort, mais il faut accepter qu'une hausse du pouvoir d'achat n'est possible en France que s'il y a parallèlement une hausse de la productivité, donc des compétences, du niveau de gamme.